

Former les enfants à changer leur regard sur «l'autre»

■ Faciliter l'accès à l'école aux enfants subsahariens et contrecarrer d'éventuelles discriminations

■ Travailler sur l'amélioration du vivre ensemble dans le cadre scolaire

■ L'Oriental sur les traces de Casablanca

LE comité de pilotage du programme école du vivre ensemble (EVE) dans l'Oriental a été constitué mercredi dernier. Il s'inscrit dans le cadre du programme régional de coaching territorial en partenariat avec l'Unicef, l'Organisation internationale des migrations, les Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique, la Fédération nationale des associations des parents d'élèves, l'Académie régionale d'éducation et de formation, le Conseil régional de l'Oriental, la wilaya, l'Agence de l'Oriental, et l'ONG belge Eco communication. Ce sont 32 écoles qui ont été choisies pour accueillir des équipes de formateurs à l'utilisation d'outils de dé-



Apprendre la tolérance se fait dès le plus jeune âge. Le programme lancé dans l'Oriental cible quelque 32 écoles pour enseigner le vivre ensemble (Ph. Bziouat)

construction des préjugés et les principes de l'acceptation de l'autre et du vivre ensemble. Développé alternativement entre la Belgique et le Maroc, ce projet a touché 4 écoles francophones en Belgique et 25 écoles du Grand Casablanca. Au total, 659 enfants dont 311 filles ont été concernés. Il cible les enfants de 9 à 12 ans. En 2014, le Conseil consultatif des droits humains au Maroc avait émis un avis concernant l'immigration des Subsahariens qui va dans le sens de la régularisation de leur situation.

Suite à cela, plusieurs immigrés subsahariens avaient été régularisés. Une décision certes positive, mais qui a soulevé d'autres problèmes, notamment celui de l'intégration. Il fallait ainsi gérer la problématique de la scolarisation des enfants subsahariens, et surveiller l'accueil qui leur serait réservé par les enfants marocains. Un cas similaire à celui que connaît la Belgique avec les enfants issus de l'immigration. L'Eco communication, en tant que porteur du projet, et son partenaire la Fnapem ont

élaboré une feuille de route pour mener des actions au niveau des établissements scolaires pour que les enfants marocains changent de regard sur l'autre. En amont, permettre aux enfants subsahariens d'intégrer l'école marocaine dans de meilleures conditions.

L'objectif est de travailler sur l'amélioration du vivre ensemble dans le cadre scolaire et donc sur l'amélioration du bien-être des enfants via la diminution d'éventuelles discriminations dont ils feraient l'objet de la part d'autres enfants ou même d'adultes. Le projet qui a débuté ce 10 février 2016 prendra fin le 31 juillet 2017. «Il se déroule en quatre étapes au niveau des écoles: diagnostic, formation, suivi et évaluation. Les résultats enregistrés dans les expériences pilotes de ce projet ont montré une évolution du comportement et des attitudes des adultes ainsi que de celles des enfants qui enregistrent des gains significatifs sur la question du genre, l'origine, l'affirmation de l'opinion personnelle et enfin du métissage relationnel en lieu et place de l'exclusion», explique Pierre Bielände, de l'ONG belge Eco communication. □

Ali KHARROUBI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Le rôle des parents d'élèves est primordial

■ Impliqués, ils sont aussi demandeurs de formation

■ Les associations des parents d'élèves participent à des campagnes de sensibilisation

■ Immigrés, concitoyens..., les préjugés ont la vie dure au Maroc

- Quelle est la contribution des associations des parents d'élèves dans la consolidation des valeurs du vivre ensemble?

- Mohammed Qnouch: Elle est multiple au niveau des cycles de formation et d'animation pour maîtriser les outils indispensables à cet accompagnement. Dans un deuxième temps, les associations des parents d'élèves participent à des campagnes de sensibilisation pour permettre aux parents d'assimiler les différentes méthodologies pédagogiques

dans la durée. Sur la trentaine de formateurs qui veilleront à la vulgarisation de ces principes à Oujda, il y aura six parents d'élèves, avec 6 coachs, six acteurs associatifs et 18 enseignants. Au niveau du Grand Casablanca, c'est la Fédération nationale des associations des parents d'élèves marocains (Fnapem) qui a géré le projet, et parmi les animateurs et superviseurs, il y avait des parents d'élèves. Toutefois, ces parents sont demandeurs de formation et d'outils de travail. Ils se sont rendu compte que leur engagement effectif dans le changement des mentalités se heurte au manque de moyens financiers.

- En plus de la contrainte matérielle, comment concrétiser un tel projet sociétal en l'absence de ressources humaines qualifiées?

- Pour avoir plus d'impact, nous souhaitons que les participants à ces formations et actions s'approprient les outils techniques nécessaires d'animation. Bénéficier de l'expérience belge est une bonne chose, cependant il est souhaitable d'avoir des ressources locales hautement



Pour Mohammed Qnouch, président fondateur de la Fnapem, le changement se fait d'une manière progressive et dans l'accumulation des expériences et le travail sur le terrain (Ph. AK)

qualifiées pour assumer ce travail dans la durée. En amont, nous impliquerons d'autres partenaires qui militent pour les droits des femmes, des enfants, des minorités et nous ratisserons large pour que les écoliers, qui sont notre première cible, trouvent écho de ce qu'ils apprennent dans la société. L'expérience pilote menée dans le Grand Casablanca a dé-

montré que la question des préjugés ne se limite pas à l'immigration. De par notre histoire et culture, nous avons d'autres préjugés sur nos concitoyens. Tirant les conclusions de cette expérience pilote, on s'est rendu compte qu'il y a une dimension plus importante et inquiétante dans notre société. Ce mal être et ce mal de vivre ensemble risquent de dégénérer.

- Comptez-vous généraliser cette formation et toucher d'autres régions?

- Notre souhait est de toucher les 12 régions du Royaume dans un premier temps, puis s'ouvrir sur d'autres pays africains comme le Sénégal, le Cameroun, le Burkina-Faso et le Ghana. L'organisme des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique nous a déjà abordés pour généraliser cette expérience et le projet d'extension sur d'autres pays africains est ficelé. Reste à l'exécuter. □

Propos recueillis par
Ali KHARROUBI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com